



AMBASSADE DE SUISSE
EN YOUGOSLAVIE

BELGRADE, 1^{er} 29 avril 1991
Birčaninova 27
Case postale 817
Tél.: 646 899

Réf.: 380.0 - FM/BE

CONFIDENTIEL

D F A E
Chef du Secrétariat politique
3003 Berne

RP No 13/1991

Copies: - M. le Secrétaire d'Etat
F. Blankart, OFAEE
- M. l'Ambassadeur S. Arioli,
OFAEE
- OFAEE, Europe Sud-Est
- Division politique I, DFAE
- Division politique III, DFAE
- M. J.-D. Vigny, DDIP, Service
des droits de l'homme
- M. l'Ambassadeur R. Weiersmüller,
Coordinateur en matière de pol.
internationale des réfugiés
- DMF - GRS
- Ambassade de Suisse Vienne
(Colonel Ch. Ott)

Le Kosovo mis entre parenthèses

(Entretiens Feldmeyer avec Ibrahim Rugova (X), Président de la Ligue Démocratique du Kosovo, et d'autres personnalités de l'opposition albanaise du Kosovo, à Priština et à Peć, ainsi qu'avec le représentant du Comité d'Helsinki à Priština (Y))

Ses institutions politiques suspendues, son économie paralysée, le Kosovo immobile semble avoir été oublié par toutes les autres parties yougoslaves. Dans la province sous contrôle serbe (2 mio. d'habitants, dont 85-90% d'Albanais), privée de son autonomie passée, l'opposition albanaise pratique la résistance passive. Sans l'avouer, elle tourne les yeux vers l'Albanie voisine en mouvement. Ses dirigeants craignent de ne plus pouvoir tenir longtemps leurs troupes alors que les conditions s'aggravent. Des forces inclinant à la confrontation pourraient émerger.

Le parlement et le gouvernement provinciaux ont été suspendus en juillet 1990 suite à la déclaration des députés albanais réclamant un statut de république à l'égal des autres. L'autonomie a été réduite par la nouvelle constitution

de la Serbie de septembre 1990, qui enlève aux provinces toutes compétences étatiques. Les mesures d'urgence prévues par une loi sur les "circonstances spéciales" ont permis des licenciements en masse. Le parlement serbe a "démissionné" le représentant du Kosovo à la présidence yougoslave dans la foulée du retrait provisoire du Président Jović en mars 1991 et a aboli en même temps la présidence du Kosovo. Il n'a pas pris de décision concernant le "statut" auquel la province a droit en remplacement de son ancienne constitution, ni en vue d'élections provinciales. La Serbie procède à un redécoupage administratif (5 districts) qui compromet l'unité provinciale.

La situation sociale se dégrade de plus en plus. Les interlocuteurs estiment à 70'000 le nombre des Albanais licenciés pour des motifs politiques, soit pour avoir refusé le système des brigades imposé par les autorités serbes sur la base des mesures d'exception. Le chômage est particulièrement préoccupant pour les jeunes qui forment une large majorité de la population. Ils s'exilent en grand nombre (sous l'oeil bienveillant de la police serbe), notamment en Suisse, où ils viennent grossir les rangs des demandeurs d'asile. L'émigration est la source de revenus indispensables dans la situation actuelle. Une solidarité organisée entre Albanais permet de survivre sans emploi.

Faute de moyens, la situation alimentaire est précaire. On n'a pas faim, même si on ne peut s'offrir de la viande tous les jours. Il n'a pas été possible de vérifier les signes de malnutrition infantile dont font état différents rapports. Les services de santé sont sérieusement perturbés sous l'effet des licenciements politiques (1'100 Albanais, dont 100 médecins et professeurs). L'année universitaire a été interrompue en faculté de médecine. L'enseignement primaire et secondaire, dont le financement a été coupé, sont également menacés. "Rilindja", seul quotidien en albanais, interdit, ne paraît plus et les services albanais de la radio et de la télévision ont été suspendus en juillet 1990 après les institutions provinciales. Seuls subsistent quelques hebdomadaires. La situation continue donc à se détériorer. Les dirigeants de l'opposition albanaise ne parlent plus de violations des droits de l'homme, mais de déni pur et simple. Si les rapports inter-ethniques sont mauvais, il n'y a toutefois pas, selon eux, de conflits avec la minorité serbe et monténégrine.

L'opposition albanaise de la province explique son boycott des élections républicaines en Serbie, qui lui auraient assuré 30 sièges au parlement: elle ne voulait pas se prêter à une telle farce et cautionner ainsi un régime qui n'est pas démocratique en même temps que la suspension de l'autonomie. Les Albanais ne pouvaient admettre d'être considérés comme une nation de deuxième zone. Leurs dirigeants n'attendent rien de l'opposition anti-communiste de Serbie. A de

rare exceptions près (les verts), les dirigeants de ces partis, bien qu'ils soient plus soucieux des droits civils, se montrent tout aussi nationalistes que le parti au pouvoir, et parfois même plus. On en veut pour preuve le langage tenu par des responsables du Parti démocratique de Serbie venus au Kosovo créer des sections locales (les Albanais du Kosovo en tant que minorité doivent pouvoir jouir des droits prévus par les conventions internationales). Ils risqueraient de perdre des voix en se montrant trop compréhensifs envers les Albanais, comme le confirme un député démocrate de Belgrade qui les trouve par ailleurs "too uncompromising". Du point de vue du Kosovo, les événements de Belgrade, qui ont opposé "un nationalisme extrême à un communisme extrême", n'ont donc rien apporté. Il ne suffit pas de renverser Milošević, qui certes a une large responsabilité dans la situation actuelle; il faudrait un de Gaulle serbe, qu'on ne voit pas venir. On ne se fait aucune illusion sur la détermination de la Serbie à dominer. Les Albanais du Kosovo n'enregistrent pas de soutien de la Voïvodine, sinon de quelques Hongrois de cette autre province, alignée sur Belgrade depuis la révolution "anti-bureaucratique" de 1988.

Les Albanais du Kosovo déplorent le manque de soutien de la Slovénie et de la Croatie (mis à part la presse). Une délégation parlementaire slovène aurait reconnu récemment cette réalité lors d'une visite à Priština. Les leaders de ces républiques sont tout à leurs différends avec la Serbie, la Slovénie préoccupée par ses plans d'"indépendance" et la Croatie par les graves tensions croato-serbes sur son territoire. La Croatie a surtout tiré profit de la répression serbe au Kosovo pour étayer la nécessité d'en finir avec une Yougoslavie dominée par la Serbie. L'opposition albanaise suspecte même les présidents croate et serbe de s'être entendus sur le dos du Kosovo: elle craint que Milošević ne se soit assuré une attitude de retenue de Tadjman envers la politique de la Serbie au Kosovo, la Croatie, vulnérable du fait de l'agitation de la minorité serbe, espérant obtenir de la compréhension pour ses aspirations à une plus grande indépendance (confédération). Le Kosovo est laissé à l'écart de la discussion qui s'est engagée entre les présidents des six républiques concernant l'avenir constitutionnel du pays. Nul ne se soucie non plus du Kosovo dans la perspective des référendums qui doivent être organisés dans les républiques (fédération ou confédération) et par lesquels les leaders républicains semblent avant tout vouloir assurer à leurs conceptions un semblant de légitimité: Ibrahim Rugova déclare que les Albanais du Kosovo pourraient y participer "en tant que nation".

Les déclarations occidentales de soutien à l'unité de la Yougoslavie, fait-on remarquer à Priština, reviennent à soutenir une construction de l'Etat où la Serbie domine: Européens et Américains sont en fin de compte la caution d'une Serbie anti-démocratique qui en est le principal défenseur.

Les dirigeants albanais du Kosovo attendent de pays neutres comme la Suisse qu'ils exercent des pressions diplomatiques (ainsi par le mécanisme CSCE de la dimension humaine) et qu'ils se montrent ouverts, autant que possible, à l'afflux d'émigrants de cette province en quête de travail (ils remercient la Suisse, qui en accueille un si grand nombre, de sa compréhension). L'aide apportée dans le cadre AELE est également bienvenue, relève X. Toutefois, Y. souhaite que l'aide occidentale à la Yougoslavie soit subordonnée à une amélioration en matière de droits de l'homme.

L'opposition albanaise continue à revendiquer officiellement le statut de république pour le Kosovo, à l'égal des autres nations de Yougoslavie. Troisième peuple de Yougoslavie et peuple divisé, les Albanais refusent d'être considérés comme une minorité nationale et aspirent à être reconnus comme éléments constitutifs dans les autres républiques (Macédoine, Monténégro) où ils sont minoritaires. Leurs dirigeants prennent soin de souligner qu'ils entendent réaliser leur indépendance au sein de la Yougoslavie ("un minimum", précise l'un d'eux). Sur la question d'une éventuelle unification avec l'Albanie, dont l'attraction ira croissant à mesure qu'avancera le processus de démocratisation engagé par Tirana, ils se montrent extrêmement prudents, mais pourtant vagues. Ils savent bien que l'idée d'une Grande Albanie soulèverait la question des frontières et qu'elle causerait un conflit et une effusion de sang; or ils ne veulent pas que le sang coule et souhaitent une solution pacifique. Pourtant ils suivent de près l'évolution en Albanie. X. y a été reçu avec tous les honneurs fin février, hôte à la fois du Parti Démocratique et du Président Ramiz Alia (premier contact de cette nature depuis 1912). Il n'ignore pas les positions du PDA, favorable à une éventuelle unification. Il laisse entendre que la tentation sera d'autant plus forte qu'aucune place acceptable ne sera faite au Kosovo au sein de la Yougoslavie et qu'il ne jouira pas d'une forme d'auto-administration. Un jour peut-être, il ne lui restera que cette option, si l'Europe n'agit pas, avertit Y.

A ce propos, X. désavoue ceux qui sont allés jusqu'à envisager ouvertement l'idée de l'unification, en particulier Veton Surroi, jeune leader de l'opposition (parti parlementaire) qui, lors d'une interview à la TV suédoise, le 14 mars, avait estimé que le processus débiterait cette année déjà. Cette déclaration intempestive était apparue comme une énorme gaffe d'un point de vue tactique. Elle apportait en effet de l'eau au moulin de Milošević et de ses thèses sur le séparatisme albanais.

Dans la discussion plus spontanée, certains interlocuteurs donnent libre cours à leur déception à propos des résultats des élections en Albanie. Cela en dit long sur les espoirs qu'ils ont placés dans la démocratisation du régime de Tirana, avec toutes ses conséquences possibles... Il est frap-

pant de voir la densité des liens familiaux et autres de part et d'autres de la frontière, notamment à Peć et dans les régions limitrophes. Cette frontière, "plus haute que le mur de Berlin", ne semble toutefois pas avoir été jamais complètement imperméable. Sans parler du grand nombre des réfugiés arrivés depuis une année en Yougoslavie, les mouvements de passage prennent désormais de l'ampleur: ainsi par exemple on a vu des centaines d'Albanais tenter de venir en Macédoine célébrer avec leurs frères le Baïram à la fin du Ramadan; cela a donné lieu à des incidents; la police yougoslave les a refoulés. La Yougoslavie accuse l'Albanie de chercher à oblitérer la frontière. Elle redoute l'afflux de dizaines de milliers d'Albanais qui, selon la rumeur, s'apprêteraient à la franchir dans les jours qui viennent.

En cas de désintégration de la Yougoslavie, toutes les options seraient ouvertes, y compris l'unification avec l'Albanie, confie Y.; de toutes façons, il ne sera pas possible de maintenir le Kosovo sous domination de la Serbie, perçue comme l'oppresseur, plus de dix à quinze ans, poursuit-il: une sorte d'autonomie ("self-rule") devra lui être concédée. Il appartiendra à l'Europe d'en créer les conditions, faute de quoi elle s'exposerait à des tensions explosives et au terrorisme.

Parmi les six partis qui forment l'opposition, la Ligue Démocratique du Kosovo est de loin le plus fort. Elle compterait 700'000 adhérents. Son chef, l'écrivain Ibrahim Rugova est un personnage charismatique et modéré. Si les autres partis (parlementaire, social-démocrate, démo-chrétien, paysan, républicain) laissent apparaître, du moins par leur dénomination, des intérêts propres, ceci est secondaire; ils se rejoignent tous sur l'essentiel, qui est la question nationale, et constituent plutôt un front national que des partis exprimant des idéologies différentes. Pourquoi donc cet apparent émiettement? On a voulu donner du multipartisme au peuple en vue d'hypothétiques élections fédérales, explique X. Il précise que ces différents partis, et le sien d'abord, enregistrés à dessein auprès des seules autorités fédérales (et non républicaines), avaient plus de chances d'être tolérés par les autorités qu'un unique rassemblement national.

Si X. apparaît sincèrement modéré, il reconnaît qu'il n'est pas sûr de pouvoir contrôler longtemps ses troupes de sympathisants. S'il entend bien poursuivre la résistance passive en évitant de provoquer le régime serbe, il semble craindre de ne pouvoir contenir leur impatience vu la détérioration continue de la situation. Des courants favorables à la confrontation pourraient prendre le dessus. Une nouvelle explosion de violence, comme en 1981, 1989 et 1990, pourrait alors se produire au Kosovo. L'idée de l'unification avec l'Albanie est entrée dans la discussion au Kosovo, même si les dirigeants de l'opposition albanaise évitent de se prononcer à cet égard et si aucun parti ne l'a prise à son compte. La conscience de la division du peuple albanais par

l'histoire est vive. Dans l'hypothèse d'une désintégration de la Yougoslavie, l'unification du Kosovo avec l'Albanie, suivant la situation qui prévaudrait alors dans ce pays voisin, pourrait sans doute constituer une option sérieuse.

L'Ambassadeur de Suisse:
p.o.



(Feldmeyer)